



**Pour  
la défense  
des  
monopoles capitalistes**

# **LE "PATRIOTISME DE PAPA"**

**Henri JOUR**

En moins de cinquante ans, les peuples du monde ont dû affronter deux grandes guerres mondiales et une multitude de guerres locales : c'est par dizaines de millions que se chiffrent les enfants, les femmes, les hommes du peuple tombés soit qu'ils aient servi de chair à canon pour l'impérialisme, soit qu'ils aient lutté héroïquement contre l'asservissement où l'impérialisme voulait les réduire. L'impérialisme, c'est la guerre ! Plus il subit de défaites et plus il est féroce et belliciste. Quoiqu'il ait essayé des revers très pénibles depuis les années 40, l'impérialisme n'a pas changé de nature. L'impérialisme, c'est la course au profit maximum, c'est l'expansion économique suivie de l'expansion militaire : c'est là une loi objective indépendante de la volonté des hommes. Dans le monde d'aujourd'hui, lié aux sociétés d'exploitation de l'homme par l'homme, la guerre, ce fléau millénaire imposé par les classes exploiteuses, est loin d'être écartée ; au contraire, l'affrontement armé provoqué par la soif de domination des impérialistes est un danger permanent. Un monde sans guerre ne peut être qu'un monde sans impérialisme.

Et la France, dominée par une bourgeoisie qui a porté la guerre contre bon nombre de peuples et a voulu asservir des millions d'hommes, même si elle a connu une longue période de « paix » sur son territoire n'est pas à l'abri de la guerre. Pourquoi ? quelle politique guide les dirigeants réactionnaires français en matière de défense nationale ? et où sont les forces vives capables de garantir l'indépendance nationale de la France ? Tels les problèmes abordés ici.

La situation fondamentale du monde aujourd'hui, près de trente ans après la seconde guerre mondiale, a bien changé. Elle a subi de grands bouleversements depuis le jour où les Etats-Unis, prenant la relève des fascismes allemand, italien et japonais, contrôlaient des sphères d'influence inégalées dans l'histoire. Deux phénomènes ont transformé radicalement cette situation mondiale. C'est d'abord l'apparition de la puissante République populaire de Chine en 1949 et le développement impétueux des luttes des nations et peuples opprimés, notamment en Asie, en Afrique et en Amérique latine. L'autre phénomène, négatif celui-là, c'est, du fait de la restauration du capitalisme

dans le pays de Lénine et de Staline, l'apparition d'un nouveau géant impérialiste : l'Union soviétique.

Disposant d'un potentiel économique et militaire prodigieux et sans égal, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ont prétendu dicter leur loi partout dans le monde. L'un et l'autre rivalisent pour l'hégémonie mondiale. Dans le même temps, ils se sont partagé le monde en sphères d'influence. Les deux superpuissances rencontrent cependant des obstacles à leurs visées : l'obstacle fondamental, c'est l'existence de solides bastions socialistes tels la Chine et l'Albanie. Le second obstacle, et qui va grandissant, c'est la volonté d'indépendance et de liberté des nations et pays opprimés. Enfin, et c'est là ce qui retiendra notre attention, les deux superpuissances se heurtent dans les principaux pays capitalistes d'Orient et d'Occident à une résistance croissante. Ces pays peuvent de moins en moins supporter les pressions, les chantages, le contrôle ou les brimades exercés à leur encontre par les deux grands. C'est une chose certaine que les années 70 verront s'aiguïser profondément cette contradiction.

En effet, tandis que les Etats-Unis s'épuisaient dans le borbier des guerres d'agression, les principaux pays capitalistes, tous situés dans la sphère d'influence américaine, connaissaient un rapide taux d'expansion, « miracle » allemand, « miracle » italien, « miracle » japonais et aujourd'hui, dit-on, « miracle » français, telles sont les expressions qui dans la presse bourgeoise ont traduit ce phénomène. Le Japon et l'Europe ont amplement profité des déboires américains. A tel point que c'est une vraie guerre commerciale qui s'est déclarée entre les « alliés » d'hier. La concurrence économique du Japon et des pays du Marché commun, tant dans ces pays qu'aux Etats-Unis mêmes et partout dans le monde, a contribué à accélérer le processus de retrait américain d'Asie. Nixon a déclaré maintenant qu'il allait « s'occuper de l'Europe ». Et de fait, il a pris une série de mesures (depuis la suspension de la convertibilité du dollar jusqu'à sa récente dévaluation) qui sont autant de diktats adressés à l'Europe occidentale et au Japon.

Le Marché commun européen inquiète également les révisionnistes soviétiques.

C'est ainsi qu'à la suite de la rencontre des « Neuf » à Paris, rencontre qui devait poser les bases de l'Union européenne, Kossyguine déclarait :

« ... l'Union soviétique n'approuve pas la politique de groupement économique fermé, cette politique ne se marie pas avec notre époque » (« Le Monde »). Par cette dernière phrase curieuse, le dirigeant social-impérialiste voulait dire que cette politique ne se marie pas avec le règne des deux superpuissances.

Dans l'affrontement des deux grands avec l'Europe capitaliste, les pressions ne sont pas seulement économiques et monétaires. Pour briser ce rival en formation et pour piller les pays d'Europe, les deux grands recourent à un chantage militaire complémentaire. Les uns, les sociaux-impérialistes soviétiques, disposent d'une supériorité militaire certaine, ils exercent ainsi une pression militaire constante. Les autres, les impérialistes américains, vendent leur protection aux dirigeants européens. Ainsi tels les suzerains du Moyen Age, les Etats-Unis prétendent-ils justifier leur droit de regard sur l'Europe de l'Ouest par la « sécurité » qu'ils apportent, notamment sous la forme d'un « parapluie atomique ». De même en Europe de l'Est, l'Union soviétique, au nom de la défense du « socialisme », impose sa « sécurité ».

Tel est le système que voudraient faire entériner les deux grands par leurs victimes, tel est l'objectif de leur « Conférence européenne de sécurité ».

Dans cette situation, la vérité énoncée par Marx et Engels, selon laquelle « la guerre est la continuation de la politique », se trouve une fois de plus confirmée : sans indépendance militaire, pas d'indépendance politique et donc pas d'indépendance économique. Là est sans doute, plus encore que dans la question monétaire, le problème crucial qu'ont à résoudre les pays capitalistes d'Europe.

Sans doute le général de Gaulle fut-il, pour des raisons qui tiennent à l'Histoire et à la position de la France, l'initiateur parmi les politiciens européens d'une politique d'opposition à la double hégémonie et notamment à l'hégémonie américaine en Europe de l'Ouest. La disparition de de Gaulle n'a pas entraîné de retournement de la politique militaire de la France. Cette politique, comme la politique étrangère de la France en général,

est inscrite dans la situation et le développement du capitalisme monopoliste d'Etat dans notre pays.

Le ministre d'Etat chargé de la « Défense nationale » a consacré à la question plusieurs articles de la *Revue de Défense nationale* et un livre blanc. Ceux-ci présentent un grand intérêt : ils exposent les conceptions de la bourgeoisie monopoliste française en matière de « défense », question éloquentement associée par Michel Debré au problème de la sécurité européenne.

Nous avons signalé ailleurs (« Humanité-Rouge » n° 175) que la politique étrangère et militaire française comporte deux aspects : d'une part la conquête et la défense de zones d'influence dans le monde, notamment en Afrique et Méditerranée, d'autre part la défense nationale proprement dite.

Pour ce qui est du premier aspect, nous le condamnons sans réserve au nom de l'internationalisme prolétarien : en leur accordant toute notre confiance, nous soutenons sans réserve les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine victimes du colonialisme, du néo-colonialisme et de l'impérialisme français. Nous rejetons catégoriquement la ligne opportuniste et chauvine que suivait le P.C.F. lorsqu'il s'opposait au mouvement de libération des peuples colonisés par la France sous prétexte d'éviter que leurs pays ne tombent sous la domination de l'impérialisme U.S. (1).

Quant au second volet de la politique militaire du gouvernement des monopoles capitalistes, elle concerne directement le peuple de France dans la mesure où elle prétend s'opposer au contrôle, aux brigades et au pillage des deux superpuissances : par là, en paroles, la bourgeoisie monopoliste se présente comme soucieuse d'indépendance nationale. Mais la réalité est toute autre. Il suffit de lire ce qu'écrit le ministre de la Défense nationale. Ses propos reflètent un tirailllement constant entre d'un côté la volonté de s'opposer aux visées des deux superpuissances, de l'autre, le défaitisme et le pessimisme propres à une classe condamnée par l'Histoire. Ces deux aspects se concrétisèrent d'ailleurs en 1940 dans la division de Gaulle-Pétain ; et l'on sait bien que 99 % des capitalistes se retrouvèrent alors dans le camp du Maréchal félon.

Michel Debré écrit :

« Nous refusons aujourd'hui l'ivresse de la sécurité par le désarmement » (Revue de Défense nationale, décembre 1972).

« Cette défense (nationale) repose sur une volonté : celle de la dissuasion, c'est-à-dire la volonté de disposer d'une capacité à la fois d'attaque, de riposte et de résistance qui décourage un adversaire éventuel de réaliser sa menace... » (id.).

« Les puissances plus fortes que les autres, fussent-elles appelées, par leur souci d'équilibre réciproque, à protéger de moindres nations, n'agissent qu'en fonction de leurs intérêts. Les protégés oublient quelquefois cette loi qui est celle de tous les protecteurs » (id.).

Et encore :

« La logique de certains événements nous a menés, à travers vingt-cinq ans, à une situation de calme relatif en Europe. Bien audacieux celui qui affirmerait qu'il suffit de se laisser vivre pour que les vingt-cinq ans qui viennent confirment cet état de choses. Il y faudra, au contraire, une grande résolution, des actions constantes et notamment une affirmation à notre mesure de puissance résolue, hors de laquelle tout est renoncement, c'est-à-dire aventure, notamment pour notre liberté ».

De tout cela, nous pourrions nous féliciter...

Mais la bourgeoisie monopoliste est une classe étrangère à la nation : ses déclarations d'indépendance sont nécessairement inconséquentes. D'une part, elle montre les dents pour dissuader et défendre ses profits mais d'autre part elle n'est pas prête à affronter un éventuel agresseur. Que l'on en juge : « ... la défense de l'Europe est un problème insoluble pour les seuls Européens. Il ne prend consistance qu'en fonction d'un engagement américain ou d'un engagement soviétique, l'un et l'autre motivés comme il se doit par l'intérêt américain et l'intérêt soviétique ».

« De ce fait, la sécurité en Europe est dominée par les données propres de la politique américaine et de la politique russe, le comportement des nations européennes pouvant cependant durablement influencer sur son évolution » (id.). Plus loin, le ministre se lamente sur l'absence de conscience européenne qui entraîne, selon lui, une incapacité de l'Eu-

rope à se défendre : « ... Il est assez clair que les peuples européens n'ont pas et ne peuvent avoir, d'une manière permanente, la même conception de la défense ».

N'avons-nous pas ici l'illustration d'un profond pessimisme : le ministre de la Défense admet que la sécurité en Europe soit dominée par les Etats-Unis et l'U.R.S.S., le rôle des nations se réduisant à de simples pressions dans un sens ou dans l'autre. Quel abîme entre les conceptions de ce grand bourgeois et l'idéologie révolutionnaire prolétarienne qui anime le gouvernement et les 2 millions d'Albanais. Songeons à ce que déclarait Enver Hoxha, le premier secrétaire du Parti du Travail d'Albanie, lors du VI<sup>e</sup> Congrès de ce glorieux parti marxiste-léniniste :

« Nous pensons que les peuples d'Europe ne peuvent garantir et qu'ils ne garantiront leur sécurité qu'en renforçant leur indépendance et leur souveraineté nationales, qu'en luttant avec fermeté contre la politique hégémonique des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique, contre leurs efforts visant à maintenir leurs bases militaires et leurs zones d'influence en Europe ».

Mais il est vrai qu'à l'opposé du grand patriote et révolutionnaire marxiste-léniniste, le « patriote » bourgeois Debré n'a aucune confiance dans les peuples d'Europe. Qui plus est, il les ignore en les confondant avec les gouvernements bourgeois qui les dominent ; là est la raison pour laquelle M. Debré ne voit que divergences d'intérêts et égoïsme national en Europe. En fait, il ignore la profonde communauté d'intérêt des peuples européens et leur détermination face aux menaces des deux supergrands. Que l'on se souvienne de l'unité profonde des diverses résistances anti-nazies et anti-fascistes en Europe !

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi le peuple est le grand absent dans les conceptions militaires de Michel Debré : c'est que le peuple représente une force terrible qui finit par balayer non seulement l'agresseur étranger mais aussi l'exploiteur « national ».

Telle était aussi la conception de de Gaulle lorsqu'il se refusait à susciter la Résistance sur le territoire de la France profanée. Il organisait au contraire



une armée destinée à libérer, le moment venu, le pays de l'extérieur.

Puisque le ministre de la Défense se refuse à imaginer la solidarité des peuples dans la défense de l'Europe contre la double hégémonie américano-soviétique, comment conçoit-il la défense nationale de la France ?

**« Cette défense repose sur une volonté : celle de la dissuasion... Cette dissuasion est d'abord nucléaire... »**

Une telle conception conduit vite, on s'en doute, le ministre d'Etat au pire défaitisme ; en effet, il est évident que si l'on considère l'arme nucléaire comme l'élément essentiel de la défense nationale, on est naturellement conduit à constater que la France est incapable d'assurer son intégrité territoriale face aux deux grands brigands armés jusqu'aux dents : aussi « notre » ministre est dans une impasse dont il ne se sort que par un appel à l'aide américaine. Or, il souligne dans le même article : **« Américains et Russes parlent un langage commun et peuvent associer leur défense et leur sécurité »**. Alors, incohérence ? Non, défaitisme !

M. Debré n'oublie pas le peuple

de France. Il y pense, mais comme chair à canon : **« La dissuasion est ensuite populaire... »** et ailleurs : **« .. la qualité de cet ensemble (la « défense »), il ne faut jamais l'oublier, dépend d'un facteur fondamental, vieux comme l'histoire humaine, qui se nomme patriotisme »**. Car de quel patriotisme nous parle le ministre de la Défense ? Le « patriotisme » bourgeois s'est confondu bien vite dans notre pays, immédiatement après la Révolution de 1789, avec le chauvinisme : il a servi jusqu'en 1918 à tromper le peuple, à faire périr ses enfants pour le compte des sordides intérêts impérialistes ; aujourd'hui, c'est un objet de musée, c'est le « patriotisme de grand-papa » ! Ce patriotisme là est mort à Verdun.

Le patriotisme est inséparable de son contenu de classe : patriotisme bourgeois, chauvinisme, ou bien patriotisme prolétarien ? Aujourd'hui, dans notre pays où le capitalisme a atteint sa phase ultime de développement, seul le prolétariat est véritablement patriote ; seule l'idéologie prolétarienne vise à défendre l'indépendance et la liberté du peuple.

Le prolétariat, l'ensemble du peuple de France ne peuvent pas placer leur

confiance dans la bourgeoisie monopoliste française pour garantir l'indépendance nationale. En paroles, championnes de la « défense nationale », les classes exploiteuses sont en réalité les premières à tourner casaque et à livrer le pays à l'agresseur étranger. 1870, 1940, ce n'est pas si loin !

Les marxistes-léninistes, en tant que représentants du détachement d'avant-garde du prolétariat, considèrent que :

1° Face à la double hégémonie mondiale et aux menaces permanentes que les deux supergrands font peser sur l'Europe, ce sont les peuples et non leurs exploiters qui constituent le véritable rempart de l'indépendance nationale. Dans cette lutte, les peuples d'Europe seront toujours étroitement solidaires.

2° Qu'en cas de déclenchement d'une guerre d'agression contre leur pays, les peuples transformeront cette guerre en une guerre révolutionnaire de libération nationale.

3° Que le meilleur moyen de lutter pour la paix, c'est de lutter avec conséquence contre l'impérialisme, notamment en exigeant le désarmement général intégral

et total ainsi que l'interdiction et la destruction des armes nucléaires : telle est d'ailleurs la juste position de la République populaire de Chine et de la République populaire d'Albanie.

4° Que dès maintenant, il faut se préparer à l'éventualité d'une guerre d'agression, notamment en dénonçant sans cesse les menaces et l'insécurité permanente que font peser les deux superpuissances sur notre pays, notamment en Méditerranée. Cette mer a été transformée depuis 1967 en baril de poudre du fait de la présence des flottes soviétique et américaine. Aussi soutenons-nous la juste revendication : « **la Méditerranée aux Méditerranéens** », afin que seuls les pays riverains aient droit de navigation dans cette mer.

Dès maintenant, il est important de gagner idéologiquement notre peuple, notamment en propageant le principe « **faire son service militaire pour apprendre à se servir des armes de la bourgeoisie** » et en démasquant les faux amis de la paix qui prônent le désarmement unilatéral des pays petits et moyens et en fin de compte l'asservissement aux deux superpuissances.